

## Deuxième tour des élections présidentielles 2012 :

### Déclaration des organisations syndicales de la Seine-Saint-Denis CGT, CFDT, FSU, UNSA, UNEF

Un taux de chômage à 10% en 2012 (23% pour les moins 25 ans) et un million de privés d'emplois de plus en 5 ans, la RGPP et ses 160 000 agents de la Fonction publique en moins, la remise en cause du droit de grève dans les transports et l'éducation nationale, les cadeaux fiscaux aux plus riches avec la loi TEPA, l'allongement de la durée du travail, les coups portés à l'assurance maladie et à la protection sociale... Pas étonnant que le 1<sup>er</sup> tour des élections présidentielles ait été un premier désaveu pour le président Nicolas Sarkozy.

Il n'entend tirer aucune leçon de son bilan antisocial et se livre au contraire à des surenchères dangereuses lui permettant d'évacuer les vrais sujets qui préoccupent les salariés. En banalisant les thèmes de l'extrême droite et en méprisant les revendications des salariés qui se sont mobilisés tout le long du mandat pour revendiquer d'autres réponses à la crise, il porte, avec son gouvernement, une lourde responsabilité dans la montée du vote FN, 13,5% en Seine-Saint-Denis ! Bien que moins important que le pourcentage national, cela ne peut laisser indifférents tous ceux et toutes celles qui sont attachés-es aux valeurs républicaines.

Les organisations syndicales de la Seine-Saint-Denis condamnent avec force tout discours et positionnement légitimant les thèses antisociales et antirépublicaines du FN. Elles continueront leur combat contre les idées d'intolérance et de rejet de l'autre et pour le « travailler et vivre ensemble ». Elles portent plus que jamais leurs revendications pour une hausse du SMIC et de l'ensemble des salaires, la priorité donnée à l'emploi, le maintien d'un haut niveau de protection sociale et le développement de politiques publiques et de moyens pour les services publics. Une autre répartition des richesses produites, c'est un remède contre la crise et contre l'influence des idées de l'extrême droite, qui se nourrissent de la désespérance sociale.

**Les organisations syndicales appellent les salariés, les jeunes, les retraités, les privés d'emplois, à participer massivement au scrutin du 6 mai et à tourner définitivement la page d'un quinquennat dont l'action n'a eu de cesse d'affaiblir l'ensemble de nos outils de solidarité et nos acquis sociaux, en se faisant le relais zélé des injonctions du MEDEF.**

Il est plus que jamais nécessaire d'infliger à ce pouvoir de casse sociale une sanction démocratique sans appel.

Bobigny le, 2 mai 2012.